

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 75

Mercredi 1^{er} juin

Prix : 1 F

EDITORIAL

L'Union de la gauche et la décolonisation des Antilles

LES partis de gauche des Antilles, en particulier le Parti Progressiste et le Parti Communiste Martiniquais se sont émus de voir les problèmes des Antilles rangés purement et simplement dans la rubrique des affaires intérieures du Programme commun de la Gauche française.

Ils ont manifesté leur inquiétude de voir l'Union de la gauche abandonner même la très vague prise de position qui était la sienne sur la nécessité de « l'autodétermination ». Formule qui laissait entendre que si la gauche venait au pouvoir, elle offrirait aux peuples des soi-disant DOM la possibilité de choisir la voie politique qu'ils entendaient suivre.

Il faut croire que c'était déjà trop demander à un futur gouvernement de gauche, que d'envisager ne serait-ce que la possibilité de voir les dernières colonies françaises décider de mettre fin à la domination du colonialisme français.

Mitterrand qui a toujours été, lorsqu'il fut ministre sous la IV^e République, un ardent défenseur de l'empire colonial français ne pouvait évidemment aujourd'hui se découvrir une âme d'anticolonialiste.

Et le PCF, que les PC des Antilles présentent comme une garantie pour les travailleurs, au sein de la gauche, de voir leurs aspirations satisfaites, n'est pas plus décidé que Mitterrand à se battre ou à agir au sein d'un futur gouvernement de gauche pour décoloniser les soi-disant DOM. Car le PCF a bel et bien accepté d'ores et déjà de ne pas s'attaquer à la domination coloniale de « sa » bourgeoisie sur les Antilles.

Le PCF accepte — et il ne peut faire autrement, l'ayant voulu ainsi — de s'accrocher à une politique dirigée en tout point par Mitterrand. Celui-ci ne disait-il pas lors du face à face avec R. Barre : « Nous avons déjà expliqué bien des choses au Parti Communiste ». Sous-entendu, nous lui avons déjà fait avaler bien des couleuvres et il en avalera d'autres !

Et ce n'est pas seulement sur la question du statut futur des Antilles que la gauche s'apprête déjà à tromper les travailleurs. Mais sur l'ensemble de leurs revendications. Ces travailleurs ont pour une majorité d'entre eux l'illusion soigneusement entretenue par les PCM et PCG que l'arrivée de la gauche au gouvernement, après les élections de 1978, se fera au bénéfice des travailleurs.

Or, pas plus sur la question de l'autodétermination que sur celle des revendications immédiates et vitales pour les travailleurs, l'Union de la gauche n'a pris d'engagement précis envers eux. Et plus elle se rapproche du moment où elle gouvernera éventuellement, plus ses propositions sont vagues et timorées. Et dans la plupart des cas elle ne fait même pas de promesses aux travailleurs. Elle le dit déjà, à l'avance, qu'elle ne résoudra pas les problèmes graves qui se posent : chômage, bas salaires, etc. Mitterrand ne cesse d'affirmer que tout ne sera pas possible, qu'il faudra être raisonnables et faire des sacrifices avant que cela aille mieux. Mitterrand annonce à l'avance qu'il ne gouvernera pas au service des travailleurs ni même pour améliorer leur situation.

Le sort qui a été réservé au chapitre du Programme consacré à l'« autodétermination », est donc bien dans la ligne de ce que prépare la gauche, conforme à toute la politique de l'Union de la gauche. Ce n'est donc qu'une raison supplémentaire de méfiance pour les travailleurs antillais envers l'Union de la gauche, et ceux qui la représentent aux Antilles - PC, PS, PPM...

Que les travailleurs se rendent compte... que la gauche au pouvoir pour demain, c'est simplement un gouvernement qui va en remplacer un autre dans un cadre qui restera le même. Que si la bourgeoisie française accepte que la gauche succède à la droite à la tête de son Etat, c'est parce qu'elle sait à l'avance que celle-ci continuera comme par le passé à être le représentant et le protecteur de ses intérêts.

Ceux qui s'apprêtent à gouverner demain seront les défen-

Suite page 3

MARTINIQUE

L'unité d'action est nécessaire

C'EST dans le secteur du bâtiment que se font sentir le plus durement pour les travailleurs les effets de la crise économique. En effet, les patrons, pour ne pas voir diminuer leurs profits, licencient du personnel sur tous les chantiers. Après la SMET il y a quelques mois, après la COLAS fin avril (où les négociations entre patrons et ouvriers se poursuivent toujours), c'est au tour maintenant des travailleurs de DRAGAGES, MADELEC, SEGTA, CAMELEC, SOMET, SATOM, LAROUGERY, d'être menacés ou de connaître déjà de nombreux licenciements.

Dans presque tous les cas, les travailleurs ont riposté, ou se préparent à le faire, par la grève. Mais, bien que le problème sur lequel se mobilisent les travailleurs, c'est-à-dire les licenciements, soit le même pour tous, les grèves restent dispersées, isolées, sans lien et sans coordination entre elles. Et même quand les travailleurs, comme ceux de la COLAS, n'attendent pas le bon vouloir des dirigeants syndicaux pour se lancer dans la bagarre, ils ne réussissent pas, par leur seule lutte, à remporter des succès décisifs.

Les bureaucrates qui sont à la tête des syndicats, les LAMON, les TANGER, laissent les travailleurs s'essouffler dans ces grèves partielles, alors que c'est l'ensemble du bâtiment qui est touché par ces licenciements. Ils refusent d'organiser un mouvement d'ensemble qui seul aurait des chances de faire plier les patrons. Cette attitude de la part de ceux qui prétendent défendre l'intérêt des



des travailleurs est criminelle. Cependant, elle n'a rien pour nous étonner car ces dirigeants syndicaux n'en sont pas à leur première trahison des luttes de la classe ouvrière.

Mais si ces dirigeants syndicaux ne veulent rien faire, les travailleurs ne doivent pas pour autant baisser les bras. Ils peuvent se battre avec succès pour interdire les licenciements et obliger les patrons à répartir les heures de travail existantes entre tous sans réduction de salaire.

Mais pour cela, il leur faut établir un rapport de forces qui soit

en leur faveur. Il leur faut s'organiser pour mener une lutte d'ensemble contre le patronat. Il leur faut non seulement s'unir au niveau du bâtiment, mais chercher aussi l'action commune avec les travailleurs des autres secteurs qui eux aussi connaissent la menace de licenciements. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils auront enfin l'élan et la force nécessaire pour contraindre un patronat arrogant et sûr de lui à céder.

Jean REGY

(Voir situation Bâtiment en Guadeloupe)

GUADELOUPE

Fin de la grève dans le Commerce : Les patrons ont reculé

A PRES quatre semaines de grève des employés des Etats Reynoir (chaîne des Prisunic) et d'Unimag, les patrons ont été obligés de reculer.

A la suite de négociations longues et confuses entre le syndicat SPECOG et les patrons, les employés ont obtenu : 120 F d'augmentation à partir de mai, 60 F d'augmentation au 1^{er} décembre — 10 % de majoration du salaire entre la 34^e heure et la 40^e heure de travail — 120 F d'augmentation de la prime de vacances.

Bien sûr les employés de commerce sont loin des 500 F d'augmentation pour lesquels ils avaient démarré la grève. Et le

fait que SPECOG ait accepté le principe de la réouverture de tous les grands magasins avant le résultat des négociations a été ressenti par certains employés comme l'abandon d'une position de force qui leur aurait permis d'exiger plus des magnats de l'import-export.

Pourtant, les augmentations arrachées aux patrons de choc que sont Christian Rimbaud et Aubery, constituent une victoire des travailleurs. Et lors de la reprise, c'était bien le sentiment général dans les différents établissements. Dans les prisunics en particulier, les « petits chefs » eux mêmes s'étonnaient de voir

C. Rimbaud devenu aussi « souple ».

C'est aussi une victoire des travailleurs car dans le secteur commercial, c'est la première fois depuis 15 ans que des centaines de travailleurs se sont battus de cette manière avec détermination, manifestant, organisant des meetings d'informations, de nombreuses assemblées générales. Désormais ils sauront que c'est leur lutte, tous ensemble, leur détermination et leur ténacité qui ont obligé les patrons à reculer. Cela les employés de commerce ne l'oublieront pas. Et c'est de cette façon qu'ils agiront à l'avenir pour améliorer leur situation.

BATIMENT (Guadeloupe)

Un mouvement qui piétine...

Depuis décembre 1976, les organisations syndicales CGT, FTG, CFDT et FOB-T, réclament aux patrons du Bâtiment 11,40 % d'augmentation des salaires (6 % pour les quatre derniers mois de 1976 et 5,40 % pour les quatre premiers mois de 1977). Et depuis décembre 1976, de commissions paritaires en commissions paritaires, les gros entrepreneurs font traîner les choses. Leur argument majeur étant que, quand bien même ils voudraient satisfaire les revendications ouvrières, le plan Barre leur impose une limite de 0,50 % par mois pour toute augmentation salariale.

Mais il faut bien croire que la couverture du plan Barre ne semble pas suffisamment épaisse aux patrons (Barre est si loin, et les ouvriers si près !), puisqu'ils sentent le besoin, outre l'arsenal juridique, de mobiliser, pour la défense de leurs intérêts, certaines plumes serviles de France-Antilles.

Face à cette offensive patronale, que proposent les syndicats ? L'action, bien sûr ! Mais l'action à la manière de la direc-

tion de la CGT : l'action calme, calculée, dosée dans sa profondeur comme dans sa durée, bref, l'action dite « de harcèlement ».

Nous avons donc assisté tout au long de la période qui vient de s'écouler, à une série de mouvements répétitifs mais espacés dans le temps.

Les deux dernières illustrations de cette tactique syndicale ont été les deux journées de grève des 10 et 11 mai, puis celles des 16 et 17 mai.

L'obstination patronale n'en est pas entamée le moins du monde. Les grosses entreprises laissent même planer la menace d'un lock-out. Ce à quoi la CGT répond qu'il n'est pas légal de lockouter pour fait de grève...

Au moment où nous écrivons, tout dépend en réalité de la combativité des 5 000 ouvriers du bâtiment, de leur volonté de ne pas se laisser amuser plus longtemps par le petit jeu des palabres patrons-syndicats, et donc, de la capacité des travailleurs du bâtiment à s'organiser pour développer une véritable lutte d'ensemble contre le patronat.



Emigration Antillaise (France)

Les stagiaires aides-soignantes, une main-d'œuvre corvéable à merci

Une aubaine pour les services hospitaliers qui manquent de personnel est l'arrivée d'une stagiaire aide-soignante. La « petite élève », qu'elle soit jeune ou moins jeune d'ailleurs, fera toutes les tâches dont personne ne veut, sans que jamais il soit question de sa formation. Et elle devra le faire sans rouspéter ! Car à la fin du stage, elle sera notée. Et une stagiaire dont le dossier contient plusieurs mauvaises appréciations risque de ne jamais devenir aide-soignante.

Certaines stagiaires isolées et parmi elles, de nombreuses Antillaises, se rebellent en refusant de faire le travail de deux agents, en se heurtant violemment aux surveillantes, en exigeant d'apprendre à faire autre chose que du ménage.

Elles ont raison de dénoncer le mythe de la formation d'aide-soignante. L'Assistance Publique fait tout un cinéma sur le soi-di-

sant grade d'aide-soignante. Et cette administration impose sacrifices, humiliations parfois à de nombreux agents pour simplement leur donner droit à une

paye qu'elle peut très bien donner sans aucune condition. Mais cela, seule une lutte coordonnée de tous les agents peut l'imposer.

Guadeloupe : pas de travail le jeudi pour les ouvriers agricoles

Depuis l'ouverture de la campagne sucrière, les capitalistes de la canne distribuent du travail au compte-gouttes aux travailleurs. C'est ainsi que depuis quelques semaines les ateliers de coupe sont fermés le jeudi dans la région privant ainsi les ouvriers agricoles d'une journée de travail sur cinq alors que ceux-ci rencontraient déjà de grosses difficultés pour joindre les deux bouts, victimes du blocage des salaires dû au plan Giscard-Barre.

Il est clair que les capitalistes en accord avec le gouvernement colonial font tout pour que ce soit les travailleurs qui fassent les frais de la crise dont ils sont les vrais responsables.

Les travailleurs doivent se mobiliser afin d'obliger les capitalistes de la canne à ouvrir les ateliers de coupe. D'autant plus qu'il n'y a point de jour de repos pour les machines à couper la canne qui fonctionnent jour et nuit dans les champs.

GUADELOUPE

Les nationalistes contre la grève du 24 mai

LE SGEQ, syndicat général des enseignants guadeloupéens a appelé à ne pas participer à la grève du 24 mai. Notons d'ailleurs que la direction de ce syndicat dont l'une des critiques envers les syndicats traditionnels est le manque de démocratie, n'a pas jugé bon cette fois-ci de consulter sa base, et c'est par un bref communiqué radiodiffusé que ses adhérents apprenaient qu'ils ne participeraient pas à la grève.

La raison principale invoquée par ce syndicat est que cette grève « rentre dans le cadre d'une stratégie politique, celle de l'Union de la gauche », contre le plan Giscard-Barre et ne concernerait donc pas « le peuple guadeloupéen ». Il s'agit donc, pour lui, de « cesser de compter sur la lutte des autres », comme des « cocagneurs ». Il faut, dit-il, poser « les véritables problèmes guadeloupéens » et dénoncer « cette journée de vacances » — termes d'ailleurs assez méprisants pour tous ceux qui se sont mobilisés ce jour-là.

Le SGEQ parlant d'une considération juste en a déduit une attitude incorrecte quant à la voie à suivre pour la mobilisation des travailleurs.

Il serait juste en effet de dénoncer l'attentisme des organisations traditionnelles, syndicats et partis de gauche, qui prêchent l'attente d'un changement politique en France pour que la situation politique et sociale aux Antilles change elle aussi. Les organisations ouvrières traditionnelles antillaises lient le sort des travailleurs des Antilles à la politique réformatrice de la gauche française. Politique qui ne peut leur apporter que des déceptions, et en aucune façon un changement de leur situation.

Ils doivent avant tout compter sur leurs propres forces pour se

battre et changer la situation aux Antilles mêmes.

Ils n'ont pas à attendre que les travailleurs français soient prêts pour engager, eux, la lutte.

Mais il n'est pas interdit pour autant que travailleurs français et antillais qui ont le même ennemi, l'impérialisme français, se battent ensemble lorsque c'est possible ou lorsqu'une occasion pour le faire existe. Et c'était le cas le 24 mai. Au nom de quoi les travailleurs antillais auraient-ils refusé de participer à cette grève générale lancée en France et reprise ici par les centrales syndicales ? Au nom de leurs intérêts spécifiques ? Au nom de l'inefficacité de telles journées sans lendemain ?

Pour le SGEQ, la motivation essentielle de son refus a été que c'était une grève française. Alors qu'il s'agissait de savoir si participer ou non renforce ou affaiblit la lutte des travailleurs et leur mobilisation.

Nous croyons quant à nous que, bien évidemment, de telles journées ne sont pas une solution ni un moyen efficace pour lutter contre le patronat et imposer la satisfaction des revendications des travailleurs. Il faut pour cela une lutte d'ensemble, une véritable offensive de l'ensemble de la classe ouvrière avec des objectifs communs à tous les travailleurs.

Ces questions, le SGEQ ne se les pose pas. Car les objectifs qui sont les siens, ses buts nationalistes, ne font pas de ces problèmes importants pour la classe ouvrière son souci primordial.

La question de l'attitude à avoir lors d'une grève appelée par les syndicats ouvriers traditionnels n'a de sens que pour ceux qui se préoccupent de ce qui est important pour la classe ouvrière et de ce qui lui permet

de se mobiliser et de progresser dans sa lutte.

Et en ce qui concerne plus particulièrement la grève du 24 mai, les travailleurs auraient eu tort de ne pas y participer — suivant les conseils du SGEQ — car nombre d'entre eux avaient le désir de faire savoir leur mécontentement. Et cette volonté d'agir, même limitée à la seule journée de grève du 24, s'est traduite par la participation de milliers de travailleurs à la grève et de plusieurs centaines d'entre eux à la manifestation appelée par les syndicats.

Mais pour en arriver là, les travailleurs ne peuvent pas se détourner des luttes de moindre envergure auxquelles les appellent les syndicats. Car ce serait une façon de donner raison à ceux qui prétendent que la classe ouvrière ne veut pas se battre ou n'est pas prête à le faire. Ce serait aussi pour les travailleurs les plus combattifs s'aligner et se confondre avec ceux de leurs camarades les moins décidés à la lutte.

En prenant position contre la grève du 24 mai, le SGEQ — syndicat enseignant — s'est rangé justement dans le camp de ceux qui ne veulent pas se battre et leur a donné une couverture, une justification possible.

Mais il n'est pas étonnant que ces problèmes n'aient pu troubler la bonne conscience des dirigeants du SGEQ — dont beaucoup de membres ont d'ailleurs désavoué la position en faisant grève le 24 mai. Le SGEQ est un de ces syndicats contrôlés par le groupe de militants nationalistes issus du GONG, dont les seuls objectifs sont nationalistes. Militants dont le souci majeur n'est absolument pas les intérêts propres à la classe ouvrière.

Il arrive que ces militants — notamment ceux qui dirigent

l'UTA — participent à des luttes des travailleurs, mais c'est toujours quand cela va dans le sens de la politique nationaliste, en particulier quand cela va dans le sens du renforcement du courant nationaliste qu'ils représentent.

Il se trouve que la grève du 24 mai ne coïncidait ni avec leurs buts, ni avec leurs méthodes.

Il se trouve que la participation massive des travailleurs de toutes les entreprises, appartenant à différents syndicats, leur ôtaient

toute possibilité de la contrôler.

Le simple constat de cette situation les a tout naturellement conduit à s'opposer à une grève qui ne pouvait en aucune manière servir leurs buts nationalistes.

Les travailleurs qui, soit à l'UTA soit au sein du SGEQ ou d'autres syndicats, font confiance à ces militants nationalistes devraient donc tirer une conclusion de cette attitude de division ouvrière du courant nationaliste issu du GONG.

SIDOINE

Le 24 mai en Martinique

MARDI 24 mai à l'appel des fédérations FEN, CFDT, CGTC, FO et de certains syndicats CGTM comme les PTT, l'Équipement, EDF et certaines sections des hôpitaux, plusieurs millions de travailleurs ont fait grève pour protester contre le plan Barre.

Cette grève a été bien suivie dans presque tous les secteurs qui y ont appelé. C'est ainsi que la grève a été totale à l'EDF, le courant a été coupé pendant toute la journée ; certains bureaux de poste ouverts fonctionnaient avec un personnel réduit ; dans les hôpitaux de Fort de France, du Lamentin, de Trinité, du Marin, plusieurs centaines de travailleurs ont fait grève et sont descendus dans les rues ; plusieurs grands magasins avaient leurs portes fermées ; dans l'hôtellerie la grève a été massivement suivie, surtout au Méridien ; plusieurs petites entreprises de la métallurgie ont fait grève ; les enseignants qui avaient manifesté au début de mai pour la revalorisation de leur métier se sont

retrouvés très nombreux à faire grève ce 24 mai.

Et environ 2 000 travailleurs ont défilé dans les rues en scandant : « Non au plan Barre, du travail pour tous », « Pas de soins au rabais, augmentez le personnel dans les hôpitaux », « Réintégrez Gros Dubois, fouté Doumenge d'êr », « A bas la justice coloniale, réintégrez Gros Dubois » etc. L'ampleur de la manifestation a montré que quand les centrales veulent effectivement appeler les travailleurs à protester par une journée de grève, ceux-ci ne font pas défaut. Il est significatif que malgré l'absence de la plus puissante centrale syndicale, la CGTM, et celle de la CSTM, cette grève a été un succès.

En dépit de la passivité de la CGTM, la protestation de milliers de travailleurs le 24 mai montre bien qu'il existe un mécontentement dans la classe ouvrière et qu'elle est prête à mener la lutte pour l'emploi, contre les licenciements et contre les bas salaires.

MARTINIQUE

Réintégrez Gros Dubois !

Depuis le 4 mai, Gros Dubois, ancien employé des PTT, mène une grève de la faim pour la réintégration dans son emploi, d'où il fut licencié injustement, voilà 6 ans déjà.

Gros Dubois avait été licencié en 1971, à la suite d'un vol commis aux PTT au moment où lui et deux de ses collègues tenaient une garde de nuit.

Alors que ses deux camarades ne furent pas inquiétés, l'administration accable impitoyablement Gros Dubois puisqu'il fallait trouver un coupable et parce que ce dernier était auxiliaire. C'est ainsi qu'avec acharnement elle fit accumuler des charges sur

Gros Dubois, charges qui ne furent pas retenues contre lui, malgré deux procès organisés par la justice coloniale.

C'est cette réalité de l'oppression capitaliste qui se manifeste quand les gens du pouvoir peuvent à leur gré être impitoyables avec les faibles, les travailleurs ou complaisants avec les riches et les nantis.

Mais aujourd'hui, c'est la vie d'un homme en proie au désespoir que ces administrateurs coloniaux tiennent entre leurs mains. Et s'ils ne réparent pas cette injustice, alors à ce moment-là, ils porteront l'entière responsabilité, s'il arrivait quoi que

ce soit à Gros Dubois.

Mais toute cette histoire ne peut non plus faire oublier la passivité des syndicats des PTT, qui se firent à l'époque les complices de l'administration par leur silence.

Deux manifestations ont eu lieu à Fort-de-France, les mercredi 17 et 24 mai. La dernière a rassemblé plusieurs centaines de personnes qui ont exigé la réintégration de Gros Dubois.

Le mouvement ouvrier a la force d'arracher la réintégration de Gros Dubois en se mettant sans réserve à ses côtés et en se mobilisant pour faire reculer l'administration coloniale.

La fête du PPM : une manifestation nationaliste



La fête du PPM a, cette année plus que les deux précédentes années, rassemblé des milliers de personnes, essentiellement des milieux populaires. Ce succès témoigne de l'influence et de la popularité dont jouit le PPM, ou tout au moins la municipalité progressiste de Fort-de-France, parmi de larges couches de la population jeune

et travailleuse.

De plus, cette année, le PPM a voulu axer sa fête exclusivement sur le thème de la « nation martiniquaise ». Toutes les manifestations culturelles de la fête, les spectacles, la musique, les stands, les panneaux politiques tournaient autour de ce thème. Parfois même, la revendica-

tion nationaliste était brutalement exprimée, comme ces dessins représentant un coupeur de canne martiniquais prenant soudain conscience et tranchant d'un coup de couteau la tête du colon blanc !

Mais cette image délibérément nationaliste qu'a voulu donner de lui-même le PPM ne doit cependant pas tromper.

En effet, le PPM se prépare aux prochaines élections législatives, et dans la perspective de la venue de la gauche au gouvernement en France, il tient à se présenter dès maintenant, non seulement comme le parti des larges masses, mais aussi comme le champion de la « nation martiniquaise », comme un parti dont le colonialisme français devra tenir compte pour d'éventuelles discussions sur un changement de statut des DOM.

Quand Farrugia donne des leçons de révolution !

DANS son livre intitulé : *La Souffrière 76*, Laurent Farrugia se livre notamment, à la page 280, à une attaque contre notre journal ou plutôt à des commentaires pleins de suffisance condescendante.

On y lit entre autres : « J'ai acheté ce matin au magasin Supérette ville, portant le tampon de diffusion de Paulin, capitaliste guadeloupéen, *Combat Ouvrier*. (...) Les titres sonnent juste (...) mais quelle pauvreté d'analyse ! Les dénonciations de « l'incurie criminelle de l'Etat » et le discours indépendantiste correspondent si peu à ce qui se dit et se pense dans les camps qu'on aurait envie de demander à ces Antillais qui publient à Epinay-sur-Seine de venir ici et de publier ici. (...) Pour être révolutionnaires, ils devraient savoir que la révolution ne s'exporte pas par Prisunic interposé ».

Pour la pauvreté d'analyse, libre à M. Farrugia qui, lui, se contente de rapporter des faits plusieurs mois après les événements de penser ce qu'il veut ; comme d'ailleurs les travailleurs guadeloupéens et les réfugiés en particulier qui nous ont acheté ce journal et l'ont apprécié sont libres de penser autrement. Mais il est certaines affirmations qui

méritent d'être relevées, de la part d'un homme qui se pique d'avoir rédigé « un document sincère et authentique ».

Farrugia laisse entendre que *Combat Ouvrier* est un journal de « trotskistes parisiens » n'ayant aucune activité aux Antilles mêmes.

Puis il ironise sur le fait que notre mensuel est imprimé à Epinay-sur-Seine ; et cela, dans un livre édité à... Paris !

Farrugia, s'appuyant sur le fait qu'il a acheté notre journal chez Paulin, est assez aimable pour nous signaler que « la révolution ne s'exporte pas par Prisunic interposé ». Considération intéressante, de la part d'un homme dont les ouvrages sont vendus eux aussi dans les magasins ! Nous utilisons les circuits commerciaux pour toucher le public le plus large possible, dont fait partie M. Farrugia. Mais celui-ci aurait également pu se procurer le journal dans certains camps de réfugiés, à la porte de certaines entreprises et dans les meetings tenus par le comité unitaire de soutien aux réfugiés. Car si nos camarades se sont rendus dans les camps de réfugiés, ce n'était pas uniquement pour réaliser des interviews et faire des

enquêtes, comme l'a fait Farrugia, en concluant tristement que les Guadeloupéens demeurent sujets à l'aliénation. Nous sommes intervenus pour soutenir réellement, et aider les réfugiés à s'organiser.

Quant aux assertions selon lesquelles la dénonciation de l'Etat et le « discours indépendantiste » étaient déplacés dans ces circonstances, elles laissent perplexe sur la position politique d'un homme qui tout en se situant dans le sillage du PCG affirmait dans son livre, « Le fait national guadeloupéen », la nécessité de l'« indépendance nationale ».

Mais depuis lors, il faut croire que Farrugia a bien changé. A l'époque où il écrivit « Le fait national guadeloupéen », les mots ne lui faisaient pas peur. Il ne craignait pas lui-même de tenir des propos « indépendantistes ».

A-t-il mis de l'eau dans son vin, a-t-il vieilli et perdu toute confiance en l'avenir ? Ne croit-il plus à la possibilité de mettre fin à la domination du colonialisme en Guadeloupe ?

Sa conclusion déabusée sur les événements de la Souffrière — dans son dernier livre — peut le laisser croire.

P. Jean-Christophe.

L'UNION DE LA GAUCHE ET LA DECOLONISATION DES ANTILLES

Suite de la page 1

seurs d'une politique d'austérité dirigée contre les travailleurs comme les intérêts de la bourgeoisie le nécessitent.

Les travailleurs doivent dès aujourd'hui se battre pour changer leur sort. A la fois pour obtenir que leurs revendications immédiates soient satisfaites, malgré la volonté des Barre, Giscard de les maintenir dans la pauvreté et le chômage ; mais aussi contre toutes les inégalités supplémentaires créées et entretenues par le colonialisme. Les perspectives qui permettent un réel changement passent par cette lutte pour mettre fin à la mainmise coloniale sur les Antilles.

Et cette lutte-là, il faudra la mener... tout comme la lutte pour l'amélioration immédiate des conditions de vie... et maintenant, et demain si c'est un gouvernement de gauche qui dirige l'Etat de l'impérialisme français. Car, après les législatures prochaines, gouvernement de gauche ou pas, ce ne sera que par leurs luttes que les travailleurs pourront changer réellement leur situation.

Réactualisation du Programme commun, la revendication d'autonomie bradée : Les partis autonomistes se contentent de grogner

La réactualisation du Programme commun des partis de l'Union de la gauche n'est pas sans apporter quelques désagréments à leurs alliés de la Martinique, PC, PPM et PSM.

En effet, on se rappelle que Marchais, le dirigeant du PCF a récemment affirmé, à la suite du Parti Socialiste, qu'on ne traiterait plus la question de l'avenir des « DOM-TOM » dans la partie consacrée aux affaires étrangères mais dans la partie de ce même programme consacrée aux institutions.

Toutes ces déclarations n'ont pas été sans provoquer quelques remous chez les sympathisants et militants du PCM du PPM et du PSM qui s'inquiétaient de ce qui leur apparaissait comme un abandon par la gauche française des positions soutenues par leurs partis respectifs.

C'est ce qui explique que ces partis ont été contraints de faire un geste, purement symbolique

d'ailleurs. Dans une déclaration commune du début mai, ils se sont contentés de réaffirmer leur position en faveur de l'autonomie.

Mais ils se sont bien gardés d'aller plus loin, n'osant même pas dénoncer l'attitude de l'Union de la gauche à l'égard des colonies.

Après avoir employé tous leurs soins à lier le sort des travailleurs des Antilles à la venue au gouvernement de la gauche française, ils n'ont même pas le courage de s'insurger quand leurs partenaires tirent un trait sur une de leurs revendications principales défendue par eux auprès de leurs militants depuis près de 20 ans.

La classe ouvrière des Antilles n'a rien à attendre de partis incapables de lui proposer une politique allant dans le sens de ses intérêts, prêts à confier son sort à des politiciens liés d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie impérialiste qui l'exploite.

MARTINIQUE

Les comptes du conseil général

Le Conseil général de la Martinique a voté une somme de 140 millions d'anciens francs sur un coût total de 1,1 milliard pour la construction d'un hippodrome à Carrère au Lamentin.

Il a voté aussi 100 millions anciens pour l'aménagement de l'hôpital psychiatrique de Colson sur un coût estimé à 3 milliards et 5 millions par an pour la construction de l'hôpital de La Meynard entre Châteaubœuf et Gondeau sur les 20 milliards ou plus que coûtera cette construction.

Il apparaît donc, que les bénéficiaires du Conseil général font la différence lorsqu'il s'agit d'un

projet utile à la collectivité et d'un projet aux services des riches, des capitalistes.

Ils ont fait la différence en passant de 5 millions pour un projet tel que l'hôpital de La Meynard à 140 millions pour un hippodrome qui permettra à quelques riches capitalistes de gagner de l'argent en faisant courir leurs chevaux ; lorsqu'il ne s'agit pas tout simplement d'un milliard pour un terrain de golf satisfaisant les désirs des capitalistes canadiens et américains.

On peut dire que le Conseil général, si impuissant soit-il, fait de gros efforts pour aider les capitalistes quand il peut.

Djibouti indépendant, une victoire contre l'impérialisme français

L'indépendance de Djibouti est une victoire, la victoire d'un peuple colonisé sur l'impérialisme français, celle de l'obstination, du courage d'un peuple que la répression fut vaine à étouffer. C'est la volonté maintes fois répétée du peuple de Djibouti d'accéder à l'indépendance nationale qui a contraint le gouvernement français à enregistrer par le référendum du 8 mai 1977 l'échec de sa politique coloniale dans ce territoire.

Les déclarations du gouvernement français visant à faire croire que le résultat du référendum (98 % de oui à l'indépendance) est l'aboutissement de sa volonté de conduire les peuples opprimés à leur émancipation, ne peuvent tromper personne.

Il y a seulement deux ans, Olivier Stirn alors ministre des DOM-TOM, en visite à Djibouti, déclarait que Djibouti était indéfectiblement lié à la nation française et que la « majorité écrasante de la population souhaitait rester française ». Stirn se gardait bien alors d'expliquer l'existence de cette « majorité » par la véritable politique que menait le gouvernement français à Djibouti. Cette politique a toujours consisté à réprimer systématiquement et sauvagement toute velléité de

lutte chez le peuple de Djibouti, à encourager le trafic de drogue pour abrutir la population. De même, à l'occasion des précédentes élections, il n'hésitait pas à multiplier les manœuvres frauduleuses tendant à empêcher l'expression d'une volonté d'émancipation.

Dans sa détermination à rester à Djibouti, en février 1976 encore, le gouvernement français s'appêtait à soutenir militairement Ali Aref son valet et aussi dictateur disqualifié et haï de la population. La lutte acharnée de

la population de Djibouti a finalement contraint le gouvernement français à renoncer à soutenir Ali Aref, et à négocier avec le parti nationaliste d'opposition.

Le référendum du 8 mai marque indiscutablement un recul de l'impérialisme. Malgré tout, le nouvel Etat qui se met actuellement en place n'est pas celui des classes laborieuses de Djibouti mais celui de la bourgeoisie nationale. C'est pourquoi la lutte des opprimés de Djibouti pour leur émancipation totale n'est pas terminée.



Coup d'état manqué en Angola

A l'heure où nous écrivons, une situation confuse règne en Angola. Une tentative de coup d'Etat, à l'instigation de militaires vient d'avorter. Six responsables du MPLA, le parti qui, avec Neto à sa tête, dirige le pays, ont trouvé la mort, assassinés par les conjurés.

Il est encore tôt pour se prononcer sur les détails. Toutefois, un tel coup d'Etat n'a rien de surprenant en Angola, pays nou-

vellement indépendant. L'Angola comme la plupart des pays sous-développés se retrouve dirigé par une dictature militaire avec possibilité de changement de politique par le moyen d'un coup d'Etat. Tous ces pays, en effet, sont incapables de promouvoir le minimum de démocratie bourgeoise. Leurs dirigeants doivent défendre leurs privilèges à la fois contre les intérêts des impérialistes et contre les revendica-

tions éventuelles des opprimés de leur propre pays. Ils exercent le pouvoir, celui de la petite bourgeoisie locale qui a pris la relève des colonialistes, par le biais du parti unique. Et les opposants sont arrêtés, jetés en prison, passés par les armes.

Alors, les habitants des bidonvilles de Luanda qui ont combattu pour l'indépendance et qui se retrouvent aujourd'hui tout aussi

démunis face à une nouvelle bourgeoisie, angolaise cette fois, ces habitants auprès de qui, selon certains journaux, un des instigateurs du coup d'Etat, Nito Alves, serait populaire, n'ont pratiquement aucune possibilité de s'organiser pour lutter. Il ne reste donc qu'une possibilité pour les politiciens qui voudraient des changements ou qui seraient simplement guidés par l'ambition, c'est l'armée, le coup d'Etat.

URSS Brejnev en passe d'être seul maître à bord



Le président du Soviet Suprême en URSS, c'est-à-dire le chef de l'Etat, Podgorny, vient d'être éliminé du Bureau politique du Parti communiste d'URSS. Cela signifie que son influence au sein du parti et par suite son importance dans la direction du pays sont anéanties.

On ne connaît pas exactement les raisons et les circonstances qui ont conduit au limogeage de Podgorny, mais il apparaît clairement que cette opération n'est qu'une nouvelle étape dans la course de Brejnev vers une mainmise totale sur la direction de l'Etat soviétique. Si Brejnev est maintenant prêt à atteindre son but, c'est le résultat de plusieurs

années de manœuvres au sein de la bureaucratie soviétique.

Depuis la mort de Staline, le système de direction collégiale a été plusieurs fois remis en échec. Cela se traduisait par des luttes acharnées entre dirigeants qui se terminaient par la victoire de l'un d'entre eux ; ce fut par exemple le cas de Krouchtchev.

L'histoire de cette dernière troïka — Brejnev - Kossyguine - Podgorny — est bien significative de cette affirmation. Il semble que l'on se dirige en effet vers une direction unique de Brejnev. A moins qu'un quatrième candidat au pouvoir ne soit en train de préparer l'élimination de ce dernier.

Si de tels faits peuvent se pro-

duire en URSS c'est bien parce qu'un tel régime n'a rien de socialiste comme voudraient le faire croire les bureaucrates. En URSS, ce n'est plus le pouvoir de la classe ouvrière mais celui de la couche parasitaire des bureaucrates qui a usurpé le pouvoir. Cette couche ne peut se maintenir en place qu'en supprimant l'exercice de toutes les libertés démocratiques et en interdisant toute contestation de la part des travailleurs. Mais la conséquence de ce fait est justement l'absence de démocratie au sein même de l'appareil dirigeant et la nécessité de toujours s'en remettre à un seul arbitre pour régler les conflits entre dirigeants.

FRANCE

La 7^e fête de Lutte Ouvrière

La 7^e fête de Lutte Ouvrière, tendance trotskyste existant en France et défendant des idées proches des nôtres s'est déroulée avec succès dans la région parisienne.

Plusieurs milliers de travailleurs, d'hommes, de femmes, de jeunes ont pu ainsi pendant les trois jours du week-end de la Pentecôte, assister à des spectacles variés.

Théâtre, musique, danse, cinéma, jeux concouraient à animer la fête. Des expositions sur différents sujets : l'origine de la vie, la femme et le socialisme, etc., constituaient d'autres centres d'intérêts.

C'était la fête. Mais la politique était en permanence présente grâce à l'organisation de débats entre les différentes tendances révolutionnaires très nombreuses à être présentes à la fête de Lutte Ouvrière.

La politique, ce fut aussi les

deux discours prononcés par Arlette Laguiller. Discours écoutés par un public attentif de plusieurs milliers de personnes, et où l'accent fut mis sur la nécessité pour les travailleurs de ne pas se faire d'illusions sur ce que fera demain la gauche, si elle vient à gouverner la France. Un appel fut lancé aux jeunes pour qu'ils consacrent leur force à la lutte pour construire un monde meilleur, où la fête ce ne sera pas trois jours à la Pentecôte à Mériel mais une nouvelle façon de vivre tous les jours dans une société débarrassée de ses tâches actuelles.

En résumé, la 7^e fête de Lutte Ouvrière qui constitue actuellement le plus grand rassemblement de l'extrême-gauche en France, a été un succès. Et pour tous ceux qui sont attachés au développement de l'influence des révolutionnaires, cela ne peut être enregistré qu'avec satisfaction.

GALA DE COMBAT OUVRIER

DANS L'EMIGRATION :

UN SUCCÈS

Le 18 mai dernier s'est tenu au 44, rue de Rennes, à Paris, le troisième gala de Combat Ouvrier dans l'émigration. Malgré toutes les difficultés que rencontrent les révolutionnaires de surcroît antillais pour trouver une salle, sans oublier les locataires de salles qui, alors même que vous avez déjà loué la salle n'hésitent pas à y contester votre présence en vous abreuvant de propos racistes, malgré tout cela, notre gala a été un succès. Il a réuni 500 personnes — sympathisants et militants de Combat Ouvrier — qui par leur présence apportaient un soutien aux acti-

ités de notre tendance tant dans l'émigration qu'aux Antilles. Les artistes — l'orchestre New Selection Black et ses ballets, la chanteuse haïtienne Toto Bissainthe, les Moun'Kika (la nouvelle chanson antillaise), l'auteur d'un film très intéressant sur les Antilles, Toutes les Joséphine ne sont pas des impératrices, les ballets Madras, les Voltagés 8 et les Légendaires — qui ont tous apporté une contribution bénévole, ont permis aux participants d'accompagner le geste politique qu'ils faisaient de l'agrément d'une vraie fête.

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresser
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

IMPRIMERIE I.C.T.
51, rue Olivier-Métra 75020 PARIS

Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F
ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 506-71 La Source